

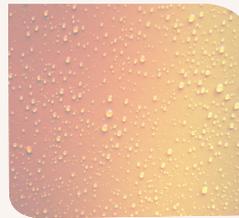
AFRICAN PEACE AGORA

LES SERIES DE WEBINAIRES DU GOREE INSTITUTE

NOTE DE SYNTHÈSE

AES - CEDEAO

Quelles perspectives pour une intégration
politique et sécuritaire régionale réussie ?





African Peace Agora (APA) est un cadre d'échange, d'apprentissage et de discussion sur les sujets d'actualité qui marquent et concernent l'Afrique. Ce concept initié par le **Gorée Institute** dans le but renforcer sa communication institutionnelle, réunit chaque mois dans un espace virtuel, d'éminents experts dans des domaines variés pour produire des analyses de très haute facture sur la géopolitique et la géostratégie internationales et les questions de gouvernance en passant par les facteurs d'insécurité, les défis socioéconomiques et politiques, l'intégration régionale, les élections, le leadership des jeunes et des femmes, les questions migratoires et de changement climatique, l'espace et la technologie civique entre autres sujets sur l'Afrique en général et l'Afrique de l'ouest et le Sahel en particulier.

Ce cadre d'échange met en relief les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes et propose des pistes de solutions aux défis actuels, afin de promouvoir l'émergence de sociétés autosuffisantes et ouvertes en Afrique à travers l'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions, conformément à la mission de Gorée Institute.

Pour son premier numéro d'APA, le Gorée Institute vous propose un thème qui fait l'actualité en Afrique de l'ouest et au Sahel. Il s'agit de « AES - CEDEAO : Quelles perspectives pour une intégration politique et sécuritaire régionale réussie ? ». Ce sujet relève d'une importance capitale, car permettant non seulement d'étudier les éventuelles conséquences du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO mais aussi et surtout de proposer des solutions pour prévenir une crise politique ou sécuritaire qui pourrait éventuellement frapper la région à nouveau.



AES - CEDEAO

Quelles perspectives pour une intégration politique et sécuritaire régionale réussie ?

En collaboration avec

ALIOUNE TINE

Directeur de AFRIKAJOM CENTER

THOMAS OUEDRAOGO

Directeur du CENTRE POUR LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE

Introduction

Le 29 janvier 2025, la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a annoncé la sortie officielle du Burkina Faso, du Mali et du Niger de l'organisation intergouvernementale ouest-africaine. Une annonce faisant suite à la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), le 06 juillet 2024 et à la déclaration de son retrait de l'instance régionale, le 28 janvier 2024. Au-delà de constituer une cassure majeure de cette décennie, le départ des pays de l'AES de la CEDEAO a fait naître un nouvel équilibre régional où les enjeux économiques, politiques et sécuritaires devront impérativement être réévalués. En effet, si cette sortie avec fracas de l'AES est sous-tendue par une volonté de réorganiser ou de redéfinir les priorités politiques et économiques des nations concernées, il n'en demeure pas moins que la CEDEAO reste un levier important pour la coopération économique dans la zone ouest-africaine. Ce départ de ces trois pays du Sahel de l'institution régionale cinquantenaire va-t-il affaiblir la coopération dans la sous-région en termes de processus d'intégration, de sécurité, de libre-échange, d'infrastructures et de circulation des personnes et des biens ? Quoi qu'il en soit, dans une région où les intérêts économiques et sécuritaires sont interdépendants à plusieurs niveaux, la coopération économique et sécuritaire doit être plus pragmatique et moins influencée par les divergences politiques. C'est dans ce contexte d'ailleurs qu'il faut placer les missions de médiation des présidents sénégalais, Bassirou Diomaye Faye et ghanéen, John Dramani Mahama, pour l'amélioration des relations entre ces trois pays et l'organisation régionale, malgré les antagonismes, à l'instar des rapports entre les États-Unis et la Chine qui, nonobstant leurs dissensions politiques et diplomatiques importantes, restent des partenaires commerciaux majeurs et continuent de collaborer dans des domaines comme la technologie, l'industrie et l'énergie. Ainsi, pour préserver la

sous-région d'un déséquilibre politique, économique, social et sécuritaire, les pays réfractaires tout comme le reste des pays membres de la CEDEAO devront mettre de côté leurs différends pour s'adapter à la nouvelle configuration par l'intensification de leur coopération sécuritaire et de leurs accords économiques et commerciaux, au grand bonheur de la communauté. S'inscrivant dans le webinaire du Gorée Institute sur les perspectives pour une intégration politique et sécuritaire régionale réussie, l'article aborde quatre principaux points à savoir le pressant besoin de poursuivre la coopération dans la sous-région, l'avantage d'une approche régionale et non nationale pour venir à bout de l'insécurité, le développement économique de la région comme substrat de toute action politique et l'enjeu d'intégration des jeunes et des femmes dans la sécurité régionale.

I. Coopération politique et institutionnelle : une obligation malgré le « divorce »

Malgré les divergences sur beaucoup de perspectives, les pays de l'AES et la CEDEAO doivent éviter la fragmentation et harmoniser leurs différentes positions. Des deux côtés, il y a lieu de faire preuve d'un réalisme politique qui exige une perspective unitaire et non fragmentaire. Car il y va de la stabilité de l'Afrique de l'Ouest. La coopération entre les pays de l'AES et la CEDEAO est essentielle pour relever ensemble les défis sécuritaires, politiques et économiques qui affectent la région, tout en favorisant une stabilité et un développement durables. En effet, plusieurs raisons liées à l'histoire, à la géographie et à la sécurité rendent cette coopération cruciale.

1) De la nécessité de stabilité politique dans la sous-région

La stabilité politique dans la région ouest africaine est interconnectée. Des crises dans un pays peuvent entraîner des répercussions dans les pays voisins, notamment par des flux de réfugiés ou des tentatives de déstabilisation. C'est en ce sens que la coopération, en dépit des frictions, devient un impératif afin de mieux anticiper et répondre aux crises politiques, sociales et humanitaires, en apportant une réponse collective aux défis politiques auxquels les pays de la région sont confrontés.

Il importe de rappeler qu'en matière de sécurité, les pays du Sahel et la CEDEAO partagent des préoccupations communes, notamment la lutte contre le terrorisme, les groupes armés non étatiques, les trafics illicites, etc. Avec les menaces sécuritaires qui transcendent souvent les frontières nationales, une approche coordonnée est essentielle pour lutter efficacement contre ces dangers. Bien que les conséquences des divergences ne finissent pas d'ouvrir des plaies, une coopération renforcée permettrait de mutualiser les efforts et les ressources pour une réponse plus cohérente.

La coopération politique entre les pays du Sahel et la CEDEAO, seule garantie d'une stabilité régionale, peut ainsi favoriser une meilleure intégration économique régionale. Car, il faut l'admettre, le développement économique des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel en particulier se trouve souvent plombé par des instabilités politiques et des défis sécuritaires. Ainsi, en renforçant la coopération, les deux entités seraient à même de mettre en place des politiques concertées en matière d'infrastructures, de commerce, d'éducation et de santé, pour soutenir un développement économique durable. Cette collaboration est d'autant plus nécessaire que l'AES et la CEDEAO jouent un rôle déterminant dans le maintien de l'ordre régional. En surmontant leurs divergences et en faisant montre d'opportunisme, les deux organisations peuvent offrir des

solutions diplomatiques et politiques aux crises qui affectent la région, réduisant ainsi le recours à la violence et à l'intervention militaire.

Par ailleurs, une solide collaboration entre l'AES et la CEDEAO permettrait aux différents pays de renforcer leurs capacités diplomatiques, en particulier lorsqu'ils font face à des défis externes comme l'ingérence de puissances étrangères ou des rivalités géopolitiques. Sur la scène internationale par exemple, une coopération étroite leur permettrait de défendre concomitamment leurs intérêts politiques et stratégiques. À l'image de ce que l'on note souvent dans les relations entre pays du nord, même en présence de divergences politiques et idéologiques, les pays du Sahel et ceux de la CEDEAO doivent être en mesure de trouver des terrains d'entente sur des enjeux clés comme la montée de l'extrémisme violent, les trafics transfrontaliers d'armes, la gestion des ressources naturelles, la lutte contre les pandémies ou l'amélioration de la gouvernance. Des synergies pouvant favoriser la stabilité et déboucher sur des compromis pragmatiques qui servent les intérêts communs.

2) Maintenir le dialogue quelles que soient les divergences

Dans une région particulièrement vulnérable et en proie à toute sorte d'insécurité, aucune forme de divergence ne devrait interrompre le dialogue entre les différentes entités qui la composent, à savoir l'AES et la CEDEAO qui gagneraient à unir leurs forces pour garantir la stabilité, la sécurité, le développement et la coopération régionale. En effet, si les pays du Sahel font quotidiennement face à des défis sécuritaires majeurs, notamment des groupes terroristes, des conflits internes, et des crises humanitaires, la CEDEAO, en tant qu'organisation régionale influente, peut jouer un rôle important dans la facilitation des solutions diplomatiques et la gestion de ces crises. Car les menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel précisément

revêtent un caractère transnational et dépassent les frontières des pays individuels. C'est à cet égard que le dialogue entre les pays du Sahel et la CEDEAO pourrait aboutir à une coordination pour une réponse plus efficace, qu'il s'agisse de lutte contre le terrorisme, de régulation des flux migratoires ou de soutien aux efforts de maintien de la paix. De plus, la mise en œuvre de projets économiques, d'infrastructures et de programmes de développement qui profitent directement aux populations du Sahel sont, entre autres secteurs sur lesquels la CEDEAO pourrait apporter son soutien. Un autre état de fait qui confirme la nécessité d'un dialogue constant pour aligner les stratégies de développement, garantir la cohérence des politiques économiques et surmonter les défis économiques communs. Malgré les remous occasionnés par cette scission, le maintien du dialogue aiderait par ailleurs à ouvrir des canaux de communication pour traiter des questions politiques et de gouvernance. Car seul un dialogue constructif, en période de tensions ou de crises dans la région, peut aider à prévenir l'escalade des conflits et à promouvoir des solutions politiques.

Pour ce qui est de la CEDEAO, force est de reconnaître que l'instance régionale a déjà joué un rôle clé dans la gestion des crises dans la sous-région, avec les exemples du Libéria, de la Sierra Leone et de la Gambie¹. En matière de gestion des crises, il est nécessaire d'avoir un référentiel et la CEDEAO, en tout état de cause, a l'expérience de ce système d'alerte précoce. En maintenant ainsi le dialogue entre les pays de l'AES et la CEDEAO, les différentes parties raffermissent en même temps une solidarité régionale face aux défis politiques et économiques, comme les coups d'État ou les violations des droits de l'homme, ce qui peut renforcer la stabilité sur le long terme. Quoi qu'on en dise, la CEDEAO reste un acteur important sur la scène internationale, notamment avec les organisations comme l'Union européenne et les Nations Unies. Et un dialogue

¹ PB_49-22 (Oumnia BOUTALEB).pdf

continu avec les pays du Sahel ne ferait que renforcer la position de la région dans les forums internationaux et permettrait aussi de mieux coordonner l'aide internationale. Toutefois, malgré l'expérience et l'influence qu'on lui reconnaît, la CEDEAO doit faire l'objet de réforme afin de mieux s'adapter à la nouvelle donne. Car il y va de la survie même de l'organisation.

3) Construire un espace géopolitique propre à la sous-région pour tendre vers la souveraineté

A l'instar des autres régions du globe, les Etats de l'Afrique de l'Ouest gagnerait également à définir une politique étrangère et une stratégie régionale communes qui répondent à ses intérêts spécifiques, en vue de ne pas devoir être éternellement subordonnés aux intérêts des autres. Avoir son propre espace géopolitique permettrait à l'Afrique de l'Ouest de préserver sa souveraineté en s'offrant les outils nécessaires pour naviguer dans un monde complexe, en gérant ses relations avec les autres nations et en protégeant ses frontières, ses valeurs et ses institutions. Cela lui permettrait d'influencer directement sa stratégie militaire et sa sécurité, mais surtout de mieux anticiper les menaces potentielles et élaborer des alliances ou des stratégies de défense adaptées à ses besoins. Avec une géopolitique qui lui est propre, la région aurait plus de facilité à protéger ses intérêts économiques tels que l'accès aux ressources naturelles et les investissements étrangers, dans un contexte mondial où la compétition devient de plus en plus rude. Avoir son propre espace géopolitique donnerait à la région ouest africaine la capacité de renforcer son influence sur la scène internationale, que ce soit sur des questions diplomatiques, environnementales, commerciales ou de droits de l'homme. Autrement dit, dans un monde qui est en constante évolution, avec des changements économiques, technologiques et géopolitiques, cela contribuerait à accroître son poids, mais surtout à anticiper et à s'adapter à ces changements, tout en maximisant ses opportunités.

II. Une approche régionale et non nationale pour lutter contre l'insécurité

L'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel en particulier, qui s'étend à travers plusieurs pays, présente des défis de sécurité complexes, interconnectés et qui font qu'une approche sécuritaire régionale est plus appropriée qu'une approche uniquement nationale. En effet, les défis sécuritaires de la région étant intrinsèquement transnationaux et interdépendants, une approche sécuritaire régionale est primordiale pour relever efficacement ces défis. Les menaces ne se limitant pas aux frontières des États, une coopération régionale est donc indispensable pour assurer une réponse cohérente et efficace à la crise sécuritaire dans cette région.

1) Des menaces transnationales et des conflits interconnectés

Les menaces auxquelles le Sahel est confronté, telles que les groupes terroristes (Al-Qaïda, l'État Islamique, etc.), les trafics transfrontaliers (d'armes, de drogue, d'êtres humains) et les migrations irrégulières, dépassent les frontières nationales. Ces groupes et activités criminelles se déplacent librement entre les pays du Sahel, ce qui rend difficile pour un seul pays de résoudre le problème par ses propres moyens. Une approche régionale permet ainsi de coordonner les efforts pour contrer ces menaces de manière plus efficace.

2) Renforcer la coopération régionale pour éviter les effets de contagion des conflits

Les pays de l'Afrique de l'Ouest partagent des défis communs, que ce soit en matière de gouvernance, de pauvreté ou de stabilité. Une approche régionale favorise la coopération entre les pays voisins, permettant, à cet effet, de mieux harmoniser les stratégies de sécurité, de coordonner les actions militaires et de mutualiser les ressources. Des organisations de la trempe de la CEDEAO jouent un rôle central dans la facilitation de cette coopération. En effet, le constat dans la zone ouest africaine est que les conflits dans un pays peuvent rapidement se propager dans les pays voisins. Par exemple, les répercussions de la guerre au Mali sur la région se sont manifestées par des déplacements massifs de réfugiés et des combats qui se sont étendus au Burkina Faso et au Niger. Avec une approche sécuritaire régionale, la situation pourrait être traitée de manière plus globale, en prenant en compte les impacts transfrontaliers et en organisant une réponse coordonnée. Car les États de la région disposent souvent de capacités limitées pour collecter et analyser des renseignements, lutter contre les menaces cybernétiques ou mener des opérations militaires de grande échelle. Une coopération d'envergure régionale faciliterait la centralisation et le partage des informations stratégiques, renforcerait les capacités en matière de renseignement et coordonnerait les forces armées pour des interventions plus efficaces.

3) La coopération pour plus de légitimité et d'autorité

L'insécurité permanente dans la région a déjà entraîné l'affaiblissement de certains gouvernements nationaux et nourri des tensions internes. Une réponse régionale, soutenue par des institutions comme la CEDEAO, permettrait ainsi de renforcer la légitimité des autorités locales en apportant une assistance extérieure mais coordonnée, et en évitant que des interventions militaires ou humanitaires ne soient perçues comme des ingérences

étrangères. Car force est de noter que le Sahel est devenu le théâtre d'une compétition ardue entre la Russie et la France où chaque partie travaille à étendre son influence. Une sorte de « guerre » entre « souverainistes » et « paternalistes » qui pollue l'espace civique et qu'il convient de tempérer.

En termes de légitimité, d'influence et d'autorité, les partenariats régionaux sont souvent mieux perçus par la communauté internationale, car ils montrent une volonté collective de faire face aux défis sécuritaires. Par exemple, les partenaires étrangers comme l'Union européenne, les États-Unis ou les Nations Unies, sont plus enclins à soutenir des initiatives régionales qui peuvent offrir une solution plus durable et coordonnée aux crises sécuritaires. En outre, relativement aux conflits alimentés par des tensions ethniques, religieuses et politiques, une approche régionale favorise les processus de médiation, la réconciliation et la mise en place de stratégies de consolidation de la paix qui bénéficient de l'appui des pays voisins. En travaillant ensemble, les pays ouest africains peuvent mieux résoudre les causes profondes de l'insécurité, comme la pauvreté, la mauvaise gouvernance et l'exclusion sociale.

III. Développement socio-économique et lutte contre la pauvreté

Ce serait utopique que d'aspirer à une stabilité politique et institutionnelle et à un développement sécuritaire dans la sous-région sans au préalable créer les conditions d'un développement économique comme soubassement. Car tous ces facteurs sont liés de manière étroite. En effet, pour offrir des conditions de vie stables et pacifiques à leurs populations, les États de la sous-région ne peuvent s'appesantir que sur le développement économique durable qui permet de créer des opportunités et un environnement propice à la sécurité. En matière de sécurité et de

développement, le ciblage des politiques publiques dans les zones les plus vulnérables de la région évite que des poches de pauvreté ne deviennent des foyers de conflit. Une politique active de réduction des disparités sociales et économiques est nécessaire, en particulier dans les zones rurales et les régions les plus affectées par les crises sécuritaires.

1) Rester connecté aux mécanismes économiques solidaires

Il convient de rappeler que les populations des Etats de l'Afrique de l'Ouest entretiennent des relations commerciales anciennes. C'est d'ailleurs dans cet élan de promotion de l'intégration économique et du développement dans la région de l'Afrique de l'Ouest que la CEDEAO a été créée il y a cinquante ans¹. L'institution régionale s'est assignée depuis comme mission de faciliter l'intégration économique, de stimuler le développement économique et social, tout en assurant la paix, la sécurité et la coopération politique. C'est en ce sens qu'il est donc crucial d'assurer des politiques de croissance inclusive et d'améliorer les infrastructures pour la connectivité régionale. D'autant plus qu'il existe d'autres organisations au sein même de la CEDEAO que les différents pays de l'Afrique de l'Ouest partagent, comme la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Communauté des Autorités de Régulation des Marchés Financiers de l'Afrique de l'Ouest (CRAMF-AO) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest – Zone de Libre Échange (CEDEAO-ZLE)², entre autres. En conséquence, une poursuite de la collaboration dans le cadre des entités précitées en dépit des discordances entre les pays de l'AES et la CEDEAO garantirait un développement socio-

¹ Tout savoir sur la Cedeao (création, fonctionnement, bilan etc.

² Communautés économiques régionales | Union africaine

économique et une plus efficace lutte contre la pauvreté dans la région ouest-africaine.

Dans ces mécanismes économiques solidaires, il ne faudrait pas exclure la volonté de disposer d'une monnaie commune en Afrique de l'Ouest et les efforts de maintien de la libre circulation des biens et des personnes. En effet, même si l'idée d'une monnaie commune constitue un sujet complexe qui suscite de nombreux débats, avec plusieurs arguments en faveur et en défaveur, les pays de la région doivent peser soigneusement les avantages et les défis pour aboutir à une décision consensuelle et avantageuse pour les citoyens ouest africains.

2) La présence des ressources naturelles, à la fois atout et menace

Même si l'on ne peut pas nier que les abondantes ressources naturelles de la région contribuent de manière significative à son économie, force est d'admettre que celles-ci restent sous-exploitées ou mal gérées en raison de défis liés à la gouvernance et aux conflits. En effet, les ressources diverses de l'Afrique de l'Ouest revêtent un caractère stratégique. Du fait de leur diversité, les ressources de la région ouest africaine sont essentielles pour les marchés mondiaux et constituent une source de revenus pour les différents pays de la région. Ces ressources contribuent avantageusement à la croissance économique, à la création d'emplois directs et indirects, à la diversification des économies, au développement des infrastructures et des opportunités pour les investissements étrangers, mais aussi au renforcement de la position géopolitique. En dehors du potentiel de développement économique pour l'Afrique de l'Ouest que constituent les ressources, leur gestion et leur exploitation comportent d'importants défis sécuritaires. En effet, plusieurs menaces émergent de cette présence des ressources, influençant tant la stabilité politique que la sécurité des

populations. Des menaces qui peuvent avoir pour noms conflits armés, rivalités géopolitiques, terrorisme, menaces économiques, fragilité des Etats, etc. L'une des menaces les plus constatées reste l'intervention extérieure et néocolonialisme économique de la part des puissances étrangères, souvent de grandes entreprises multinationales, qui jouent un rôle dans la déstabilisation de la région en cherchant à exploiter ces ressources naturelles de manière à maximiser leurs profits. Parfois, ces entreprises ou gouvernements étrangers peuvent être accusés de soutenir des régimes corrompus ou d'exploiter les ressources locales sans bénéfices pour la population, ce qui peut nourrir un sentiment anti-occidental et renforcer des mouvements radicalisés.

IV. Intégration des jeunes et des femmes dans la sécurité régionale

L'intégration politique et sécuritaire régionale est un enjeu complexe qui nécessite l'inclusion de tous les segments de la société, y compris les jeunes et les femmes. Car leurs voix et leur participation sont essentielles pour la construction de sociétés ouest africaines paisibles, justes et résilientes. Leur intégration ne répond pas seulement à une question d'égalité des chances, mais aussi de stratégie efficace pour bâtir des sociétés plus stables, durables et pacifiques. Elle répond également aux besoins des communautés, renforce la légitimité des processus de paix et maximise les chances de succès à long terme.

1) Intégrer les jeunes pour réduire la violence et l'extrémisme

Pour une intégration politique et sécuritaire aboutie dans la sous-région, le renforcement de la participation des jeunes est tout aussi primordial. Dans une région où plus de 60 % de la population est constituée de jeunes, l'inclusion de cette couche dans les processus de décision sécuritaire, politique et économique est essentielle pour garantir la stabilité à long terme.¹ En effet, impliquer les jeunes dans des initiatives positives et de résolution de conflits peut réduire le risque de radicalisation et de violence. En leur offrant des alternatives constructives et un espace pour s'exprimer, ils sont moins susceptibles de rejoindre des groupes armés ou des mouvements extrémistes. Les jeunes jouent également un rôle fondamental dans la reconstruction des sociétés après un conflit. Leur participation dans les processus de paix permet de les préparer à contribuer à la réconciliation, à la reconstruction économique et sociale, et à la réintégration des anciens combattants ou des personnes déplacées. Les jeunes apportent souvent des idées innovantes en raison de leur ouverture d'esprit, de leur éducation moderne et de leurs connaissances des outils technologiques. Dans le cadre des processus de paix, cela peut se traduire par de nouvelles façons d'aborder la réconciliation, le dialogue intercommunautaire et la gestion des conflits. Par exemple, ils pourraient proposer des solutions basées sur les technologies numériques (applications, plateformes de médiation en ligne, etc.) pour faciliter la communication entre les différentes parties prenantes. Les jeunes d'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus connectés via les smartphones et les réseaux sociaux, ce qui leur permet de diffuser des messages de paix et de

¹ UNFPA-WCARO-YOUTH-FR-WEB_FINAL.pdf

sécurité de manière rapide et efficace. Ils peuvent aussi utiliser ces outils pour mobiliser leurs pairs, créer des campagnes de sensibilisation ou même initier des discussions sur des sujets sensibles liés à la paix et à la sécurité, comme la lutte contre l'extrémisme violent.

2) L'égalité de genre pour des solutions durables

En Afrique de l'Ouest, les femmes paient le plus lourd tribut dans les conflits. L'exclusion de ces actrices majeures des conflits et crises dans les processus de décision peut compromettre la durabilité des solutions. En effet, des études montrent que les accords de paix sont plus durables et efficaces lorsque les femmes y participent activement.¹ Leur présence dans les processus de paix augmente les chances de succès, car elles favorisent la cohésion sociale et renforcent la stabilité à long terme. Par ailleurs, dans de nombreuses situations de conflit, les violences sexuelles et basées sur le genre sont utilisées comme armes de guerre. A cet effet, l'intégration des femmes dans la prise de décision permet de mettre en place des mécanismes plus efficaces pour prévenir et répondre à ces violences. Car elles jouent un rôle important dans la lutte contre l'impunité et dans le soutien aux victimes. Plus qu'une question de droit, l'égalité de genre dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest est un levier stratégique pour garantir des solutions de paix plus durables, inclusives et efficaces.

¹ Accroître le rôle des femmes dans la construction de la paix | Thèmes | Parlement européen

Conclusion

La réussite d'une intégration politique et sécuritaire dans la sous-région doit inéluctablement passer par le renforcement des réformes institutionnelles, une coopération régionale accrue et un engagement ferme des États membres en matière de sécurité collective, de bonne gouvernance et de développement socio-économique. Mais une telle intégration ne sera durable que si elle fait abstraction des divergences de part et d'autre pour privilégier une solidarité régionale forte et une approche inclusive prenant en compte les réalités locales tout en s'adaptant aux dynamiques internationales. La région ouest-africaine étant caractérisée par ses diversités culturelles, religieuses et ethniques, une intégration qui fait fi de cette multiformité risque de se heurter à des tensions et des conflits internes. Dans les perspectives, il est donc important de respecter les identités locales et d'encourager la tolérance et l'inclusivité dans les initiatives politiques. Toutes les décisions politiques ou sécuritaires doivent être coordonnées entre les différents acteurs locaux, nationaux et régionaux. Pour la mise en place d'institutions solides qui est tout aussi primordiale, il est impératif de mettre en place des structures de gouvernance transparentes et efficaces, capables de gérer les défis politiques et sécuritaires. Cela inclut la mise en place de mécanismes de justice, de sécurité et de réconciliation. Enfin, il ne faut pas négliger les dimensions économiques et sociales, les menaces transnationales et un leadership fort et cohérent avec une réelle volonté politique.



Centre pour la démocratie, le développement et la culture en Afrique



(+221) 33 849 48 49

BP : 05, Gorée/Dakar-Sénégal

info@goreeinstitut.org www.goreeinstitut.org

Résidence Bibi, rue des gourmets/Ile de Gorée

Nous travaillons pour une Afrique pacifique, juste et prospère; une Afrique qui s'insère dans l'arène mondiale de manière plus stratégique; une Afrique dotée de sociétés ouvertes et autonomes, d'institutions solides et d'individus robustes; une Afrique avec des États à la fois efficaces et démocratiques, des entreprises prospères mais transparentes, et des sociétés civiles engagées socialement mais indépendantes.